

Mali/Procès du jihadiste devant la CPI

Les mausolées détruits à Tombouctou choisis pour "servir d'exemple"

AFP
La Haye/Pays-Bas

Lundi, Ahmad Al Faqi Al Mahdi avait plaidé coupable pour la destruction de neuf de ces monuments et demandé pardon au peuple malien.

LE jihadiste malien jugé par la CPI pour avoir détruit des mausolées à Tombouctou a choisi les monuments les plus fréquentés "pour qu'ils servent d'exemple", ont révélé hier les auditions de témoins de l'accusation lors du deuxième jour de ce procès historique devant la Cour pénale internationale. Ahmad Al Faqi Al Mahdi, qui a plaidé coupable pour la destruction de neuf des mausolées et la porte de la mosquée Sidi Yahia en juin et juillet 2012, « a choisi les cimetières où le plus de "transgressions" avaient eu lieu », selon l'enquêteur qui a mené son interrogatoire en 2015 au Niger. Celui qui était alors à la tête de la Hisbah, la bri-

gade islamique des mœurs, devait mettre fin aux rassemblements et aux prières en ces lieux, considérés comme "un vice visible", a souligné ce témoin de l'accusation en charge de l'enquête, présenté comme le témoin P-0182. Selon la charia, la loi islamique, il est interdit de "vénéner quelqu'un d'autre que Dieu" et de construire des mausolées au-dessus des tombes, a-t-il précisé. Ces monuments sacrés sont "considérés par la communauté comme des lieux de dévotion et comme des remparts psychologiques, des éléments protecteurs", a expliqué un autre témoin, d'origine malienne, également sous couvert de l'anonymat. Susceptibles d'être sollicités pour des mariages ou pour implorer la pluie selon des experts maliens de l'islam, les personnages vénérés enterrés dans les mausolées valent à Tombouctou son surnom de "Cité des 333 saints". Ces érudits "ont joué un rôle important dans le



Photo : AFP

Le jihadiste malien Ahmad Al Faqi Al Mahdi (ici au premier jour de son procès devant la CPI)

rayonnement de la culture islamique" dans toute la région ouest-africaine à travers leur enseignement dans les universités de Tombouctou, a souligné le témoin. Fondée au Ve siècle par des tribus touareg, la ville située dans le nord-ouest du Mali est devenue un grand centre intellectuel de l'islam et a connu son apogée au XVe siècle.

"ABATTRE L'ENNEMI DANS SON AME" • D'après ce même témoin de l'accu-

sation, la destruction des mausolées est "une activité de guerre" destinée à "chercher à toucher l'autre dans sa personnalité, dans sa sensibilité la plus profonde, en temps de guerre et abattre l'ennemi dans son âme". Les Tombouctiens sont particulièrement attachés à ces lieux saints, qui figurent parmi les 1 051 sites classés au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco, a commenté Francesco Bandarin, assistant directeur général de l'Unesco en charge de la culture et autre témoin au procès. A tel point qu'ils les entretiennent eux-mêmes volontairement, façonnant et posant chaque année de nouvelles briques d'argile, a-t-il précisé. Longtemps, jusqu'en 2005, les mausolées de Tombouctou, souffrant d'érosion causée par les pluies torrentielles et les tempêtes de vent du Sahara, ont été inscrits parmi les sites "en danger". Les experts espèrent que ce procès à La Haye enverra par ailleurs un "mes-

sage fort" contre le pillage et la destruction de patrimoine culturel à travers le monde tandis que des sites font l'objet de destructions en Syrie et en Irak. Ce mercredi, la parole devrait être à la défense et au représentant légal des victimes, a annoncé le juge Raul Pangalangan après l'audition mardi du dernier témoin de l'accusation. Lors de l'ouverture du procès, lundi, M. Mahdi avait demandé pardon en plaidant coupable alors qu'ont été diffusées à l'audience des images le montrant en train de détruire, kalachnikov à l'épaule et pioche à la main, l'un des célèbres monuments. "Je me tiens devant vous dans cette enceinte plein de remords et de regrets", avait déclaré ce membre d'Ansar Dine, l'un des groupes jihadistes liés à Al-Qaïda ayant contrôlé le nord du Mali pendant environ 10 mois en 2012 jusqu'à une intervention militaire internationale déclenchée à l'initiative de la France.

L'Afrique en bref

- **Gambie/Politique. Un opposant meurt en prison**
Un membre de l'opposition gambienne arrêté en mai est mort au cours du week-end, a-t-on appris de sources concordantes, un deuxième décès d'opposant en détention cette année qui suscite l'inquiétude de la communauté internationale à quatre mois de l'élection présidentielle.
- **Nigeria/Islamistes. Boko Haram : Shekau sérieusement blessé ?**
L'armée nigérienne a affirmé hier que le chef de Boko Haram Abubakar Shekau avait été sérieusement blessé et plusieurs commandants du groupe islamiste tués lors d'un raid aérien sur leur bastion du nord-est du Nigeria.
- **RDCongo/Opposition. L'appel à une "journée ville morte" peu suivi**
L'appel de l'opposition à observer une "journée ville morte" hier sur le territoire de la République démocratique du Congo a été partiellement suivi à Kinshasa et ignoré dans d'autres grandes villes du pays, selon des journalistes de l'AFP.
- **Zimbabwe/Politique. Unis dans la colère contre Mugabe**
La vague de manifestations qui a secoué le Zimbabwe ces derniers mois montre que le régime du président Robert Mugabe avait fait l'unanimité contre lui, a estimé hier Jestina Mukoko, une célèbre militante des droits de l'homme de ce pays.

France/Terrorisme

Sept personnes arrêtées en août

AFP
Paris/France

Trois d'entre elles au moins préparaient des attaques, révèle le gouvernement

SEPT personnes "en lien avec des réseaux terroristes" ont été arrêtées en France au mois d'août, dont "trois au moins avaient des projets constitués" d'attaques, a déclaré hier le ministre français de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. "Le nombre d'individus en

lien avec des réseaux terroristes interpellés dans les six premiers mois de l'année en France est équivalent à celui de la totalité de l'année 2015", a précisé le ministre à l'issue d'un entretien avec son homologue allemand Thomas de Maizière. Selon des chiffres rendus publics début août par le ministère de l'Intérieur, depuis début 2016, les services français avaient interpellé 165 personnes, dont 91 ont été mises en examen (inculpées) et 63 incarcérées, dans le cadre de la lutte antiterroriste.



Photo : AFP

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve

Début août, une adolescente de 16 ans, qui se disait prête à commettre un attentat en France, avait été mise en examen à Paris et placée en détention provisoire. Une jeune radicalisée de 18 ans, soupçonnée de s'être livrée à du "prosélytisme violent sur internet", a été interpellée à Clermont-Ferrand (centre-est) puis mise en examen et écrouée mi-août. En proie à une menace terroriste sans précédent, la France a subi en un mois et demi trois attaques jihadistes revendiquées par le

groupe Etat islamique, dont l'attentat de Nice du 14 juillet (86 morts), plus de six mois après les attentats de Paris et Saint-Denis en novembre (130 morts). Selon le gouvernement, la menace terroriste demeure "extrêmement élevée" en France. Par mesure de précaution, de nombreuses festivités estivales traditionnelles, comme les feux d'artifice du 15 août, ou culturelles tels les festivals de cinéma en plein air, ont été restreintes ou supprimées un peu partout dans le pays.

Grande - Bretagne/Candidat à sa succession à la tête du Parti travailliste

Corbyn se met en scène assis par terre dans un train et s'attire les railleries

AFP
Londres/Grande-Bretagne

JEREMY Corbyn a-t-il menti ? Le chef du Labour, qui s'était dit contraint la semaine dernière de s'asseoir par terre dans un train bondé, a vu sa version remise en cause hier par des images rendues publiques par la compagnie avec laquelle il voyageait, Virgin. Le leader travailliste a publié une vidéo le montrant assis à même le sol dans un train reliant Londres à

Newcastle, dans le nord-est de l'Angleterre, "un problème auquel sont confrontés chaque jour de nombreux passagers", pointait-il alors. Mais la compagnie Virgin Trains a répondu hier en diffusant des images de son dispositif de vidéosurveillance, montrant des sièges vides sur le train emprunté par M. Corbyn, favorable à la renationalisation des chemins de fer, ainsi qu'un extrait où ce dernier est assis sur un siège. Jeremy Corbyn a aussitôt fait l'objet de nombreuses moqueries sur les réseaux sociaux, sous le hashtag

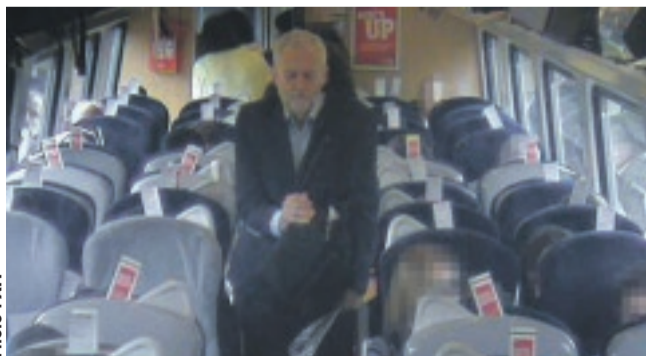


Photo : AFP

La mise en scène du leader travailliste dans un train semble finalement s'être retournée contre lui.

#traingate. "M. Corbyn et son équipe sont passés devant des sièges vides qui n'étaient pas réservés (...) avant de se diriger jusqu'au bout du train, où son équipe s'est

assise au sol et a commencé à filmer", a détaillé Virgin dans un communiqué. L'équipe du leader travailliste a répondu à la compagnie ferroviaire, assurant

que ce dernier n'avait pu trouver de sièges libres. "Plus tard au cours du trajet, des sièges se sont libérés après qu'une famille a été surclassée en première classe", ajoute le communiqué des travaillistes, dénonçant "des trains chers et trop bondés". Confronté à une rébellion interne, Jeremy Corbyn se rendait à Newcastle pour un débat face à son rival Owen Smith, qui cherche à lui ravir sa place de chef du parti. Les militants du Labour ont commencé lundi à élire leur prochain leader et le résultat devrait être annoncé le 24 septembre.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Présidentielle. Clinton prête pour un débat "dingue" avec Trump**

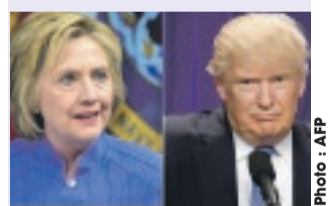


Photo : AFP

La candidate démocrate à l'élection présidentielle américaine Hillary Clinton a déclaré lundi que son rival républicain Donald Trump pourrait être un adversaire imprévisible lors des débats à venir, disant se préparer à des "choses dingues".

• **Syrie/Conflit. Accord de cessez-le-feu à Hassaké**
Un accord de cessez-le-feu a été conclu mardi entre le régime syrien et les forces kurdes après une semaine de combats meurtriers à Hassaké (nord-est), ont indiqué une source officielle kurde et la télévision d'État.